

Les subsides

Je ne suis jamais allé dans l'île Moresby. Contrairement au député de Skeena, au député de Vancouver Quadra et au ministre peut-être, je n'ai pas eu l'occasion de me promener dans une forêt vierge où les branches inférieures sont plus hautes que le plafond de la Chambre, où la pluie arrose des arbres vieux de 500 ans, de 1 000 ans, peut-être même plus. Contrairement à Bill Reid, je n'ai pas eu l'occasion de me promener à pied dans la circonscription du député de Vancouver Quadra, dans une forêt où la mousse est si épaisse que, exception faite de jeunes hommes robustes et en excellente santé, personne ne pourrait franchir plus d'un mille à pied.

Canadien, je viens d'une province qui, d'une part, a voulu profiter des immenses avantages économiques et des emplois que crée l'industrie. D'autre part, nous avons toujours eu de mauvais pressentiments parce que la province de Terre-Neuve, île qui fait partie du Canada, n'a presque pas été explorée par l'homme et son environnement est quasiment intact. C'est une partie de la terre qui n'a pas changé depuis des centaines, voire des milliers d'années, et où seule l'évolution de la nature a laissé ses traces. Comme tous les Terre-Neuviens, je pense comprendre instinctivement ce que le député de Skeena a dit, et même ce que mon chef a répété à maintes reprises au caucus à propos de la partie sud de Moresby.

C'est dans cette région que le quart des oiseaux de mer de la côte de la Colombie-Britannique font leur nid. C'est le seul endroit au monde où on peut admirer les plus anciens, les plus vieux et les plus gros arbres comme l'épinette de Sitka, le cèdre rouge et la pruche de l'Ouest. Il y a là une diversité remarquable d'espèces marines, notamment la moitié des otaries de Steller du Canada et 11 espèces de baleines, ainsi que d'importantes ressources halieutiques. On y retrouve plus d'espèces endémiques de plantes, d'insectes, d'oiseaux et de mammifères que dans toute autre région du pays. Bien entendu, elle est renommée pour ses remarquables villages haïdas, uniques au monde, et notamment un site choisi par l'UNESCO pour faire partie du patrimoine mondial, dans l'île Anthony.

Selon moi, la Chambre souscrit à l'unanimité aujourd'hui à la motion du député de Skeena. En outre, je crois qu'elle accorde son appui moral au travail entrepris par le ministre de l'Environnement au nom de tous les Canadiens, afin de négocier un règlement juste avec la Colombie-Britannique et de s'assurer qu'on tienne compte des droits des Haïdas lors de ces négociations.

Je rappelle aux Canadiens, ainsi qu'au gouvernement de la Colombie-Britannique, que le gouvernement fédéral est, à juste titre, disposé à supporter financièrement tout le coût d'établissement et d'exploitation d'un parc national. Il assumera cette responsabilité au nom de tous les Canadiens, et notamment des contribuables terre-neuviens. Nous le faisons de bon cœur. En outre, nous acceptons de bonne grâce de dédommager ces gens qui se sont livrés de tout temps à l'exploitation forestière dans ces régions.

Je viens d'une circonscription où le taux de chômage est de 30 p. 100. Cependant, malgré ce chômage et toutes les misères

humaines qu'il entraîne, je sais que les gens de Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe peuvent voir plus loin que leur condition actuelle et participer à la noble cause que constitue la préservation de cette partie de notre patrimoine.

Nous approuvons aussi la proposition du ministre d'indemniser ceux qui détiennent les droits de coupe dans l'île Lyell et le sud de Moresby en général. Les Canadiens de tout le pays consentent à ce que le ministre de l'Environnement, en notre nom à tous, prenne les dispositions financières nécessaires pour la création d'un parc national.

Je ne veux pas me mêler des négociations, mais j'espère que le gouvernement de la Colombie-Britannique, représentant les gens de cette province et, comme le député de Skeena l'a signalé, les vues de la grande majorité d'entre eux, considérera la résolution et les négociations nécessaires au règlement de la question comme un occasion de rendre justice.

Selon le député de Skeena, les négociations pourraient être dures. Je me suis entretenu brièvement avec le ministre. Je ne connais pas les détails de ce qu'il veut négocier; il ne peut évidemment pas me les révéler. Je sens toutefois une disposition à se montrer raisonnable. J'espère que le gouvernement de la Colombie-Britannique y verra l'occasion d'enrichir non seulement la Colombie-Britannique, mais le Canada tout entier et l'environnement mondial. J'espère aussi que le gouvernement de la Colombie-Britannique n'aura pas pour priorité de se faire indemniser pour les conditions qui seront finalement négociées.

• (1220)

Permettez-moi de terminer en citant un vieil adage haïda. Je dois vous dire que je l'ai entendu pour la première fois ce matin. J'ai rarement entendu exprimer avec autant de profondeur la notion de la responsabilité qu'à l'homme d'assurer la continuité dans la société. «Nous n'héritons pas la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants».

En appuyant cette motion, nous laisserons cette terre en bon état.

M. Fulton: Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de ses commentaires et de l'appui que son parti apporte au règlement pacifique de ce conflit de longue date.

Je voudrais obtenir des éclaircissements sur la politique que suivra son parti dans le processus qui se déroule actuellement. Le gouvernement fédéral négocie actuellement avec la province la mise en réserve de la région comme parc national. J'aimerais que le député donne l'assurance que lui et son parti appuient l'idée que j'ai formulée plus tôt, à savoir que, une fois ce résultat important acquis, et même peut-être durant cette étape, le Conseil de la nation des Haïdas soit reconnu comme interlocuteur à part entière, sur un même pied d'égalité que le gouvernement du Canada. Alors, par voie de négociations bilatérales, nous devons faire en sorte que les droits des Haïdas soient pleinement reconnus et soutenus dans la région sud de Moresby. Ce peuple est convaincu, comme le député d'ailleurs, que notre initiative est opportune.